

## ***A Madrid, à Bruxelles, en France, dans toute l'Europe nous défendons le service public ferroviaire et les droits des de tous les travailleurs-ses du rail***

- ❑ La casse du service public ferroviaire est une obsession des **technocrates européens**.
- ❑ C'est une **mission commune aux dirigeant-es des entreprises publiques** des différents pays ; ils et elles l'accomplissent avec zèle (à l'exemple de G. Pépy pour la SNCF).
- ❑ Et **c'est ce qu'organisent les gouvernements depuis des années**, dans une continuité que les alternances Gauche/Droite ne troublent pas.

Notre résistance à la destruction du service public, le combat pour le maintien et l'amélioration des droits de tous les travailleurs-ses du rail, est à mener dans chaque entreprise, chaque service, au plus près du terrain.

## **La grève nationale unitaire du 12 décembre, à l'appel des fédérations CGT, UNSA, Solidaires est une étape importante.**

Mais, face aux patrons et aux gouvernements qui fonctionnent ensemble au plan européen, nous devons nous organiser et nous unir dans l'action au-delà des frontières de chaque pays.

→ **En Espagne, le gouvernement a décidé d'éclater RENFE Operadora (Exploitation ferroviaire) et l'ADIF (Infrastructure) en six Sociétés Anonymes différentes !**

→ **En Belgique, l'organisation en holding mise en place il y a peu pour éclater l'entreprise unique cède la place à deux entités distinctes, la holding censée unifier l'ensemble est abandonnée.**



→ **Comment ne pas faire le lien avec les dangers du projet de loi ferroviaire du gouvernement français et l'éclatement de la SNCF déjà mis en œuvre par ses dirigeant-es !**

La fédération SUD-Rail était présente à Madrid le samedi 30 novembre, avec les cheminot-es espagnols de la CGT et d'Intersindical qui refusent la disparition du service public ferroviaire de leur pays. Depuis octobre, ensemble, ils organisent des débrayages et des journées de grève. Malheureusement d'autres syndicats, ceux de la Confédération Européenne des Syndicats (Commissions ouvrières et UGT), accompagnent la destruction des entreprises publics et des emplois statutaires.

**Nous étions à Madrid avec nos camarades pour les soutenir mais aussi parce que c'est la même lutte que nous menons dans nos différents pays.**

